

## **Lettre ouverte au Ministre du Redressement productif**

Le groupe Punch Metals fait son marché dans l'Oise depuis un an. Son président, le milliardaire belge Guido Dumarey, se présentait pourtant en sauveur de l'industrie, promettant à la population et aux collectivités locales un grand projet pour relancer la production et créer de l'embauche dans notre région déjà largement sinistrée par les plans de licenciements boursiers des grandes entreprises multinationales. Un an plus tard, le bilan dramatique s'impose à nos yeux : on abandonne à leur sort les salariés de Juy à Crépy-en-Valois et de Still à Montataire.

Dès le départ, force est de constater que les ouvriers ont été trompés par le groupe Punch Metals. À Crépy-en-Valois, il était prévu la production de nouveaux chariots élévateurs avec une extension sur le site de Case voisin, en friche. Auparavant, la petite entreprise Juy fournissait en pièces indispensables à sa production le géant américain Caterpillar. À Montataire, l'usine de Still-Saxby, rentable et dotée d'un carnet de commande bien rempli, a été rachetée pour l'euro symbolique. Elle devait réintégrer 115 des salariés licenciés.

Or l'activité n'a pas été relancée. Elle a même été divisée par deux depuis septembre 2012, entraînant du chômage partiel pour les 117 salariés de Crépy-en-Valois. Puis il a été question en novembre d'une délocalisation précipitée pour réunir les deux groupes sur le site de Montataire. En janvier 2013, les salariés n'ont finalement reçu aucun salaire de la part de Punch Metals qui annonçait alors son désengagement et l'abandon de ces deux usines.

Mais l'aventure de Punch Metals ne s'arrête pas là dans l'acquisition d'entreprises : ainsi, en Lorraine avec le rachat de General Motors. Et bientôt dans les Ardennes avec la reprise d'Electrolux...

Monsieur le ministre, il est urgent que vous stoppiez la casse de l'industrie, que les financiers cessent de jouer avec les vies des salariés et d'anéantir leur savoir-faire. Quels sont les vrais objectifs poursuivis par ce groupe belge qui bénéficie de conditions de reprises très avantageuses, d'aides des pouvoirs publics pour des projets industriels complètement évasifs ?

À deux jours des échéances présidentielles, François Hollande était venu en candidat à Montataire et avait fait des promesses.

Aujourd'hui, élu président de la République et vous nommé ministre, il vous appartient de ne pas abandonner les salariés et d'organiser une table ronde en Préfecture de l'Oise avec le groupe Punch, ses fournisseurs, les représentants des personnels, les élus de la population des deux villes concernées.

Nous demandons aussi que le groupe Punch Metals fasse l'objet d'une enquête parlementaire établissant la transparence complète sur cette entreprise et la nature véritable de ses agissements.

Monsieur le Ministre du Redressement productif, on ne redressera pas notre industrie en laissant des patrons voyous faire table rase de notre patrimoine industriel tout en empochant au passage des fonds publics destinés à l'emploi.

Membre d'une majorité de gauche élue pour le changement, c'est aussi votre responsabilité de vous opposer à l'adoption de l'accord dit de sécurisation de l'emploi qui, en fait, donnera plus de facilités au patronat pour licencier.

La loi doit, au contraire, donner plus de droits aux salariés pour qu'ils puissent défendre leur emploi et leurs propositions de relance industrielle.

***Les élus et les militants du Front de gauche du Valois***

**Le Front de gauche du Valois**

**Blog :** <http://fdgoise.5cir.over-blog.com>

**Adresse postale :** 4, placette des Giroflées • 60800 Crépy-en-Valois



## **Riposte à la casse et à l'inacceptable !**

En septembre 2012, 240 salariés de l'entreprise Still-Saxby à Montataire ont perdu leur emploi après la fermeture de leur usine. 60 d'entre eux ont été réembauchés en novembre par le groupe belge Punch Metals dans le cadre d'un projet de reprise, 55 salariés supplémentaires devaient eux aussi être réembauchés rapidement.

### **Démissionnez, on vous donne 2 000 € et on arrête là !!!**

C'est l'annonce faite par les dirigeants de Punch !!!  
C'est une honte, un scandale, une insulte, de traiter avec un tel mépris des hommes, des femmes, des travailleurs et leurs familles.

### **Les responsables**

Les actionnaires de la banque Goldman-Sachs, du fonds KKR, du groupe Kion ; propriétaires de Still-Saxby qui ne s'intéressent qu'au fric, à leurs dividendes, à la rentabilité toujours plus élevée de leurs capitaux et ont décidé de fermer l'usine de Montataire malgré que celle-ci soit rentable et dotée d'un carnet de commandes plein.

Le milliardaire belge Guido Dumarey, son groupe Punch Metals, plus intéressé par les 3,4 millions d'euros d'argent public accordés par l'État et la Région pour son vague projet de ré-industrialisation que par l'emploi de 115 salariés, l'industrie nationale et locale. Le même qui liquide actuellement l'entreprise Juy à Crepy-en-Valois et ses 120 emplois, qu'il avait rachetée l'an dernier.

### **Les complices**

L'État français et le gouvernement Fillon-Sarkozy, qui ont accepté sans broncher le choix des actionnaires et qui n'ont pas voulu entendre le refus total de la fermeture exprimé par les syndicalistes de Still, le maire et les élus de Montataire, leurs craintes et inquiétudes sur les faiblesses du projet de reprise de Punch.

### **Les promesses**

Lors de sa visite à Montataire devant les salariés de Still-Saxby, François Hollande, maintenant président de la République, a déclaré : « nous mettrons en œuvre le plan le plus ambitieux possible », « ce site dégage des bénéfices nous ne pouvons accepter qu'il disparaisse », « la ré-industrialisation de ce site est notre priorité ».

### **Indignation, résistance, solutions et solidarité**

Une telle situation est inacceptable, nous appelons au rassemblement de tous et toutes pour manifester la solidarité aux salariés, mais aussi pour exiger le respect des engagements conclus et des promesses faites.

Le gouvernement Ayrault-Hollande doit intervenir afin que le site de Montataire soit réindustrialisé et l'emploi garanti.

La loi interdisant les licenciements boursiers, déposée par les parlementaires du Front de gauche, doit être votée sans délais.

Les droits des salariés pour s'opposer à la surexploitation et à la maltraitance sociale doivent être renforcés au plus vite.

### **Pour porter ces exigences**

## **RASSEMBLEMENT**

**le MARDI 5 MARS à 18h30**  
**place de la Mairie de Montataire**

Nous vous appelons à participer à la journée d'action CGT-FO-FSU du 5 mars pour interdire que les parlementaires cèdent au patronat en imposant de nouveaux reculs des droits des salariés par une précarité et une flexibilité renforcées, et de nouvelles facilités aux entreprises pour licencier plus facilement.